

**Verband der Schweizer Studierendenschaften
Union des Etudiant-e-s de Suisse
Unione Svizzera degli Universitari
Uniun svizra da studentas e students**

Laupenstrasse 2 Tel. +41 31 382 11 71 info@vss-unes.ch
CH - 3001 Bern Fax +41 31 382 11 76 www.vss-unes.ch

Conférence de presse de l'OFS du 17 janvier 2006

Contribution de Rahel Imobersteg, co-présidente, 079 297 70 38

Projet d'enquête sociale réussi

Résultats sans équivoque et consolidant la politique de l'UNES

Mesdames, Messieurs,

L'étude présentée ici est le résultat d'un lobbying intensif et de longue haleine, douze ans!, de la part des étudiant-e-s. C'est en effet grâce à la ténacité et au travail continu de plusieurs générations de représentant-e-s étudiant-e-s ainsi que grâce à la collaboration réjouissante et efficace avec l'Office fédéral de la statistique et Monsieur Kleiber - pour laquelle nous souhaitons transmettre nos remerciements - que nous nous trouvons aujourd'hui ici.

Nous avons le plaisir de pouvoir vous présenter ensemble avec nos partenaires les premiers résultats d'une étude qui vient appuyer nos revendications avec des données actuelles. L'UNES se montrerait toutefois encore davantage satisfaite si les chiffres faisaient état d'une situation positive.

Cette étude réfute clairement et enfin le mythe des étudiant-e-s riches, paresseux et privilégiés. L'UNES sait depuis toujours que ce mythe n'a aucune réalité; nous espérons que cette connaissance aura dorénavant une plus large portée.

L'inégalité des chances reste une constante dans le domaine de la formation suisse

Il règne en Suisse une INégalité des chances frappante dans l'accès à la formation post-obligatoire. Actuellement, la pauvreté augmente de même que le nombre de personnes vivant de l'aide sociale; il n'est donc pas surprenant qu'il y ait dans ce contexte un net recul en ce qui concerne l'accès à la formation tertiaire.

Même si les Hautes écoles spécialisées représentent un courant contraire, c'est effrayant de voir comment les chiffres se sont développés les 20 dernières années: tandis que dans les années 70 presque 20% des étudiant-e-s avaient des parents sans diplôme post-obligatoire, il y en a aujourd'hui moins de 10% - et seule une personne cynique pourrait uniquement le comprendre comme résultat de l'amélioration du système suisse de la formation.

Inversément, le pourcentage d'étudiant-e-s dont au moins l'un des deux parents a un diplôme universitaire a augmenté de presque 20 pourcent. Dans les résultats détaillés de l'étude, il sera intéressant de voir la corrélation entre le diplôme des parents et leur revenu. On peut supposer qu'il y a là clairement un lien.

Les études à plein temps sont une illusion

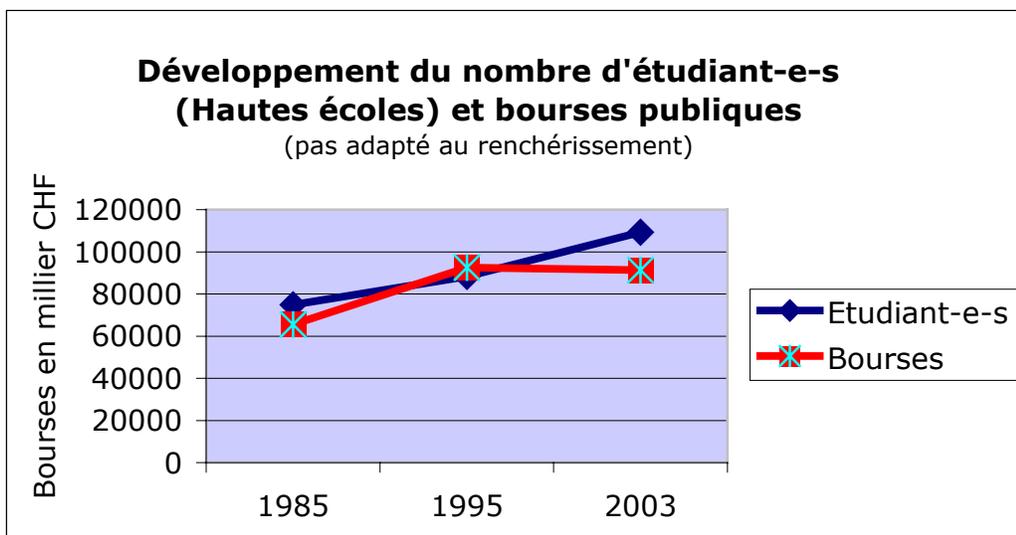
En Suisse, presque 80% des étudiant-e-s financent eux-mêmes une part importante de leurs études par le biais d'une activité rémunérée, presque 10% la totalité des études. L'UNES n'est aucunement surprise par ces données. Partir du modèle de l'étudiant-e à plein temps lors de la conception des filières d'études ne correspond pas du tout à la réalité étudiante.

Les étudiant-e-s financent pour la plupart la moitié de leurs études eux-mêmes; seule une petite partie des étudiant-e-s a le privilège de pouvoir jouir des aides à la formation. Nous sommes particulièrement curieux ici des résultats de l'évaluation (nécessaire et urgente) des prochaines années et de l'influence de la scolarisation découlant de la restructuration des filières d'études selon le modèle de Bologne.

Si la politique des bourses ne devait subir aucun changement allant dans le sens d'une plus grande adéquation avec la réalité, il est à craindre que Bologne ait des conséquences dramatiques sur l'égalité des chances.

Davantage de bourses, nécessité pour un espace des Hautes écoles suisse sain

Le moyen d'améliorer l'égalité des chances est connu, il a fait ses preuves et se nomme: bourses. Malheureusement, rien n'a été fait dans ce domaine les dix dernières années, les bourses diminuent et ceci malgré le nombre croissant d'étudiant-e-s. (source graphique: Ofs, CIBE).



La loi fédérale sur les bourses est actuellement en cours de révision dans le cadre du paquet RPT et sera prochainement débattue au sein du parlement. Le Conseil fédéral a malheureusement rédigé une proposition rendant le texte de loi "inoffensif" et sans grande portée.

Afin de pouvoir harmoniser un minimum les différences cantonales les plus criantes, la loi doit au moins édicter ce qu'une bourse doit fournir en prestations minimales, soit couvrir le montant manquant entre les propres possibilités financières et les frais de subsistance. Cette prescription devrait obliger même les quelques cantons qui jusqu'à présent faisaient plutôt la "charité" à octroyer des bourses suffisantes.

Le département des finances a dans ce cas présent ignoré les avis des expert-e-s, de la majorité des cantons (23) ainsi que de la majorité des associations. L'UNES considère comme incompréhensible l'idée du Conseiller fédéral Merz d'ôter la possibilité à toute une génération de faire des études selon les souhaits et les capacités et cela purement pour des raisons de politique financière de bac à sable.

Politique des Hautes écoles cohérente nécessite des données claires

Nous sommes toutes et tous d'accord qu'il était grand temps de mener à bien une enquête sur la situation sociale des étudiant-e-s. Néanmoins, elle n'atteindra pleinement ses objectifs que si sa reconduction est assurée sur le long terme et si elle est intégrée dans le système de comparaison Eurostudent, dans l'optique de la croissance commune d'un espace européen des Hautes écoles.

Pour cela, il s'agit d'assurer les crédits - moindres après cette première enquête réussie - et d'inscrire la reconduction de l'évaluation sociale dans le cahier des charges de l'Ofs.

Pour terminer, à nouveau tous nos remerciements pour leur engagement et la réussite de ce travail à l'Ofs, particulièrement aux personnes qui ont mené à bien l'enquête, ainsi qu'aux étudiant-e-s ayant participé à son élaboration. Nous nous réjouissons de prendre connaissance de la suite des résultats et de poursuivre notre étroite collaboration avec l'Ofs.